«Covid-19: nous ne voulons plus être gouvernés par la peur» : la tribune de chercheurs et de médecins

leparisien.fr/societe/covid-19-nous-ne-voulons-plus-etre-gouvernes-par-la-peur-la-tribune-de-chercheurs-et-de-medecins-10-09-2020-8382387.php

10 septembre 2020

Dans une tribune pour le Parisien, 35 chercheurs, universitaires et médecins, dont Jean-François Toussaint et Laurent Mucchielli, critiquent la communication du gouvernement sur la crise du Covid, qu'ils jugent trop anxiogène.

«La société française est en tension, beaucoup de citoyens s'affolent (...) Il est urgent de changer de cap», insistent ces chercheurs et médecins. Illustration Reuters/Eric Gaillard

Le 10 septembre 2020 à 17h10, modifié le 10 septembre 2020 à 17h24

Dans cette tribune collective, 35 scientifiques, universitaires et professionnels de santé critiquent la politique et la communication gouvernementales. Selon eux, elles relèvent davantage d'un affichage d'une « posture protectrice » que d'une stratégie sanitaire précise.

« Nous, scientifiques et universitaires de toutes disciplines, et professionnels de santé, exerçant notre libre arbitre et notre liberté d'expression, disons que nous ne voulons plus être gouvernés par et dans la peur. La société française est actuellement en

tension, beaucoup de citoyens s'affolent ou au contraire se moquent des consignes, et nombre de décideurs paniquent. Il est urgent de changer de cap.

Nous ne sommes pas en guerre mais confrontés à une épidémie qui a causé 30 décès le 9 septembre, contre 1438 le 14 avril. La situation n'est donc plus du tout la même qu'il y a 5 mois. Par ailleurs, si la guerre peut parfois justifier un état d'urgence et des restrictions exceptionnelles de l'Etat de droit et des libertés publiques qui fondent la démocratie et la République, ce n'est pas le cas d'une épidémie. Aujourd'hui comme hier, cette crise doit nous unir et nous responsabiliser, pas nous diviser ni nous soumettre.

C'est pourquoi nous appelons les autorités politiques et sanitaires françaises à cesser d'insuffler la peur à travers une communication anxiogène qui exagère systématiquement les dangers sans en expliquer les causes et les mécanismes. Il ne faut pas confondre la responsabilisation éclairée avec la culpabilisation moralisatrice, ni l'éducation citoyenne avec l'infantilisation. Nous appelons également l'ensemble des journalistes à ne plus relayer sans distance une communication qui est devenue contre-productive : la majorité de nos concitoyens ne fait plus confiance aux discours officiels, les complotismes en tous genres foisonnent sur les réseaux sociaux et les extrémismes en profitent.

Le confinement général, mesure inédite dans notre histoire, a eu des conséquences individuelles, économiques et sociales parfois terribles qui sont loin de s'être encore toutes manifestées et d'avoir été toutes évaluées. Laisser planer la menace de son renouvellement n'est pas responsable.

Il faut évidemment protéger les plus faibles. Mais de même que l'imposition du port du masque dans la rue, y compris dans les régions où le virus ne circule pas, l'efficacité du confinement n'est pas démontrée scientifiquement. Ces mesures générales et uniformes, imposées sous surveillance policière, relèvent davantage d'une volonté d'afficher une posture protectrice que d'une stratégie sanitaire précise. D'où leur grande volatilité depuis six mois. Beaucoup d'autres pays agissent avec plus de cohérence. Une coordination européenne serait nécessaire.

Nous appelons également le gouvernement à ne pas instrumentaliser la science. La science a pour condition sine qua non la transparence, le pluralisme, le débat contradictoire, la connaissance précise des données et l'absence de conflits d'intérêts. Le Conseil scientifique du Covid-19 ne respectant pas l'ensemble de ces critères, il devrait être refondé ou supprimé.

Nous rappelons par ailleurs que les premiers à soigner les malades sont les médecins généralistes. Les écarter de la lutte contre le Covid, en ne leur fournissant ni tests ni masques et en suspendant leur liberté de prescrire les médicaments autorisés de leur choix a constitué une erreur qui ne doit pas se reproduire. L'ensemble des soignants doit au contraire être mobilisé, équipé et solidarisé afin d'améliorer nos capacités de réaction et non les restreindre.

Enfin, les impératifs de protection contre la contagion ne doivent pas conduire à trahir l'éthique médicale et les principes humanistes fondamentaux. Isoler les malades et protéger les personnes à risque ne veut pas dire les priver de tous droits et de toute vie sociale. Trop de personnes âgées sont décédées et se dégradent encore actuellement dans un abandon motivé par des motifs sanitaires non justifiés. Trop de familles souffrent de ne pouvoir leur apporter l'affection indispensable à leur bonheur et à leur santé.

Il est urgent de nous remettre à penser ensemble pour définir démocratiquement nos stratégies sanitaires, redonner de la confiance à nos concitoyens et de l'avenir à notre jeunesse. »

Les premiers signataires

Jean-François Toussaint, professeur de physiologie à l'Université de Paris ; Laurent Mucchielli, sociologue, directeur de recherche au CNRS ; Bernard Bégaud, professeur de pharmacologie à l'Université de Bordeaux ; Gilles Bœuf, professeur de biologie à Paris-Sorbonne Université ; Pierre-Henri Gouyon, professeur de biologie au Muséum national d'histoire naturelle ; Jean Roudier, professeur de rhumatologie à l'Université d'Aix-Marseille ; Louis Fouché, médecin, anesthésiste-réanimateur à l'Hôpital de la Conception ; Olivier de Soyres, médecin, réanimateur à la clinique des Cèdres ; Christophe Lançon, professeur de psychiatrie à l'Université d'Aix-Marseille ; Laurent Toubiana, épidémiologiste à l'Inserm ; Mylène Weill, biologiste, directrice de recherche au CNRS ; Anne Atlan, généticienne des populations et sociologue, directrice de recherche au CNRS ; Bernard Swynghedauw, biologiste, directeur de recherche émérite à l'Inserm ; Marc-André Selosse, professeur de microbiologie au Muséum national d'histoire naturelle ; Jean-Louis Thillier, médecin, immunopathologiste ; Jean-François Lesgards, biochimiste, chercheur au CNRS ; Alexandra Menant, biologiste, chercheuse au CNRS ; André Comte-Sponville, philosophe ; François Gastaud, chirurgien orthopédiste à Strasbourg ; Éric Desmons, professeur de droit public à l'Université Sorbonne Paris Nord ; Dominique Andolfatto, professeur de science politique à l'Université de Bourgogne Franche-Comté ; Charalambos Apostolidis, professeur de droit public à l'Université de Bourgogne-Franche-Comté ; Nicolas Sembel, professeur de sociologie à l'Université d'Aix-Marseille ; Dominique Crozat, professeur de géographie à l'Université de Montpellier ; Marnix Dressen-Vagne, professeur de sociologie à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines ; Thomas Hippler, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Caen-Normandie ; Nicolas Leblond, maître de conférences en droit à l'Université Polytechnique Hauts-de-France ; Dominique Labbé, politiste, enseignant émérite à l'Université de Grenoble-Alpes ; Arnaud Rey, chercheur en psychologie au CNRS ; Mathias Delori, politiste, chercheur au CNRS ; Jacques Tassin, écologue, chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ; Sylvie Gourlet-Fleury, écologue, chercheuse au Cirad ; Emmanuelle Sultan, docteur en océanographie physique, ingénieure de recherche au

Muséum national d’histoire naturelle ; Christophe Leroy, biologiste, docteur en biologie moléculaire et cellulaire ; Bernard Dugué, docteur en pharmacologie, docteur en philosophie